

**BURKINA FASO**

-----  
**MINISTERE DES MINES ET DES CARRIERES**

-----  
**SECRETARIAT GENERAL**

-----  
**PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DE LA GESTION DU  
FONCIER ET DES MINES (PARGFM)**

**P169267**

-----  
**UNITE SECTORIELLE D'EXECUTION MINES (USEM)**

-----  
**Financement : IDA D872-BF**

**Recrutement d'un bureau d'étude pour l'appui à la conception  
et au développement d'un Portail d'Enregistrement de  
Fournisseurs de biens et services miniers et donneurs d'ordre  
(Bourse des achats locaux) au Burkina Faso**

***TERMES DE REFERENCE***

---



Mars 2022

## I- Contexte et justification

Le Gouvernement burkinabè a fait de l'amélioration de la qualité et l'accroissement du nombre de partenariats entre les compagnies étrangères et les entreprises locales une priorité en vue d'une meilleure participation de ces dernières aux activités économiques, avec un accent particulier sur le secteur minier et industriel. Dans le cadre du projet de renforcement de la gouvernance foncière et minière, le Groupe de la Banque Mondiale (GBM) soutient la mise en œuvre des réformes de la politique d'investissement et de promotion des partenariats et du contenu local dans le secteur minier. La sous-composante 3.2.1 du projet soutiendra la mise en œuvre de la stratégie nationale pour le développement et la promotion de l'approvisionnement local en biens et services pour les opérations minières à travers diverses activités dont la création d'une place de marché (Bourse des Achats Locaux-BAL) qui serait outillée d'un portail numérique, pour faire correspondre la demande et l'offre de biens et services aux opérations minières et soutenir le fonctionnement de cette dernière pendant deux ans, la catégorisation/l'étiquetage des PME, le développement du contenu de la place de marché et le renforcement des capacités techniques, financières et de gestion des fournisseurs de biens et services miniers.

C'est dans ce cadre que le projet est à la recherche d'un cabinet d'étude qui va soutenir la co-conception et la co-implémentation de la Bourse des achats locaux. Cette bourse sera un élément essentiel des efforts du pays en vue de l'amélioration des partenariats et la conception des programmes de développement des fournisseurs, en particulier dans la chaîne des valeurs minière.

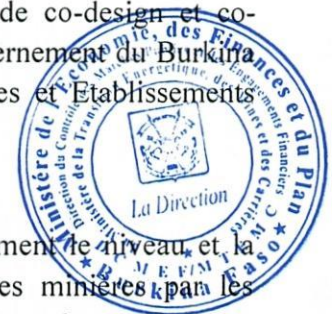
Le cabinet d'étude va fournir des services conseils et autres contributions appropriées pour le recrutement d'une entreprise distincte (un autre cabinet) qui devra concevoir, développer, déployer, maintenir et soutenir le Portail d'Enregistrement des Fournisseurs de la bourse des achats locaux..

Le cabinet d'étude devra jouer un rôle clé dans l'appui à la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso afin d'améliorer sa compréhension des besoins des utilisateurs et des fonctionnalités de la plateforme qui aura un rôle central dans la fourniture d'information aux décideurs gouvernementaux et dans la conception d'activités ciblées dans le cadre de futurs programmes de développement des fournisseurs.

Le travail du cabinet d'étude se fera dans le cadre d'un processus de co-design et co-opération en collaboration étroite en collaboration avec le gouvernement du Burkina Faso, la chambre des Mines, l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers et l'ABSM du Burkina Faso,

## II. Objectifs

L'objectif de la Bourse des achats locaux est d'améliorer significativement le niveau, et la performance de la provision de biens et services pour les entreprises minières par les fournisseurs burkinabè. La bourse établira par ailleurs une plateforme électronique permettant aux compagnies étrangères ainsi qu'aux investisseurs locaux de facilement identifier les fournisseurs locaux potentiels de biens et services, jauger leurs capacités et entrer en relation



avec eux. Elle permettra aussi de mesurer de façon objectives les performances des achats locaux et d'aider à identifier les défis pour les améliorer.

De manière spécifique, la BOURSE DES ACHATS LOCAUX va aussi permettre d'informer les décideurs sur la conception des programmes ciblés en vue d'améliorer la qualité et accroître le nombre de fournisseurs locaux dans le secteur minier (secteur pilote), le secteur de l'industrie (dans une seconde phase) et les autres secteurs dans le futur.

### III. Étendu de la mission

Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement recrute un cabinet d'étude expérimenté en vue de fournir des services de conseils sur le profilage et les caractéristiques de la Bourse des achats locaux qui sera outillée, afin de répondre aux attentes et besoins des secteurs public et privé de :

1. D'une plateforme physique avec une équipe de gestion autonome en charge de :

- dérouler des programmes de renforcement de capacité des entreprises locales
- faciliter leur accès au financement
- fournir une information crédible sur les acheteurs/fournisseurs et autres partenaires
- favoriser les partenariats et mettre en relation Acheteurs/Fournisseurs/Banques

2. D'une plateforme électronique incluant les fonctionnalités ci-après :

- a. Base de données des acheteurs et fournisseurs et mise en relation (Matchmaking). Donneurs d'ordre et fournisseurs doivent être capables de s'enregistrer. Les acheteurs doivent être en mesure de faire des demandes de cotations aux fournisseurs. La Bourse devra aussi faciliter leur mise en relation/échange d'information dans le cadre de la promotion du contenu local.
- b. Processus de Benchmarking et labélisation : la plateforme doit inclure un processus de labélisation/pré-qualification des sous-traitants locaux. Ce processus doit permettre la comparaison des capacités financières/opérationnelles des fournisseurs domestiques et leurs pratiques (comment les entreprises exécutent leurs tâches) et leur catégorisation en groupes en vue de pré-identifier les compagnies ayant la capacité de fournir les biens et services sollicités d'un part et les besoins en renforcement de capacités d'autre part.
- c. Fournir l'accès à l'information sur : i) Les besoins/opportunités en approvisionnement et les exigences des compagnies minières (notamment les identifier et les respecter ; ii) les fournisseurs locaux existant et potentiels et leur ; iii) comment les PME peuvent renforcer leurs capacités, obtention d'un financement, ainsi que d'autres informations pertinentes pour accroître le contenu local/ les partenariats et iv) les exigences des institutions financières pour l'accès au crédit et comment les respecter.
- d. Produire des informations sur la performance des activités passées à partir de la plateforme y compris, entre autres, le chiffre d'affaires des achats facilités par la plateforme, le type de biens et services fournis, les PME et entreprises minières afin de



permettre un travail analytique permettant de continuer d'améliorer la performance du Burkina en matière d'achats locaux.

Des options diverses et variées doivent être présentées et discutées avec la CCI-BF et les autres acteurs (Chambre des mines, Association des banques et établissements de crédit, ABSM etc.), après un cadrage détaillé et la phase initiale de la mission. La durabilité, la localisation et la minimisation des coûts sont des éléments importants qui préoccupent la CCI-BF et l'équipe projet.

#### IV. Principales tâches à exécuter

Les tâches et activités à réaliser sont listées ci-dessous, mais le cabinet est sensé affiner sa stratégie en se basant sur cette liste pour proposer de nouvelles activités à ajouter, le cas échéant.

- a. Déterminer l'information et les caractéristiques requises pour l'opérationnalisation de la bourse des achats locaux de même que les fonctionnalités requises pour sa plateforme électronique
- b. Collecter des informations nécessaires au processus de co-design et Co implémentation de la bourse.
- c. Identifier, évaluer et faire le profil des acheteurs et des fournisseurs pour différents segments de la chaîne des valeurs minière en vue de les introduire dans la plateforme. Pour atteindre ces objectifs, la compréhension des exigences des donneurs d'ordre miniers, y compris les standards de qualité et autres certifications est nécessaire. En faire de même pour les institutions financières.

Ce travail s'appuiera sur les études existantes et les parties prenantes gouvernementales doivent être intimement associées. Les parties prenantes à interviewer incluent, mais ne se limitent pas à :

- i. Gouvernement. Les parties prenantes principales du secteur public sont le Ministère en charge des Mines, le Ministère en charge de l'Industrie, des PME et du développement du Secteur Privé et les structures d'appui au secteur privé. D'autres acteurs seront ajoutés à cette liste dans les phases ultérieures du projet.
- ii. Investisseurs évoluant dans le secteur minier pour l'identification de leurs besoins. Outre les interviews, si nécessaire, le cabinet devra non seulement s'appuyer sur les résultats des études récentes, mais aussi avoir une bonne connaissance de la chaîne des valeurs minière, en termes d'approvisionnement en biens et en services, en particulier dans un environnement où les capacités des fournisseurs sont encore faibles.
- iii. Fournisseurs locaux. Dans cette première phase, environ 200 fournisseurs locaux potentiels dans le secteur minier devront être interviewés/évalués. Ils seront classifiés sur la base des capacités opérationnelles, financières et managériales pour satisfaire aux exigences des entreprises minières. Cette phase s'appuiera sur les études concernant le secteur privé, l'analyse des écarts de compétences en cours, et l'étude sur l'offre/demande des opérateurs et fournisseurs dans le secteur minier.



- iv. Les institutions financières pour identifier leurs besoins et exigences relativement à l'accès au financement des fournisseurs locaux.
- v. Autres agences et institutions pertinentes qui pourraient contribuer à l'établissement et à la durabilité.

Les questionnaires doivent être soumis pour revue et feedback aux équipes du GBM et les parties prenantes nationales.

- d. Évaluer et faire une cartographie du cadre institutionnel et des ressources financières, matérielles et humaines requises pour soutenir la mise en place et l'opérationnalisation des Bourse des achats locaux, les activités y afférentes et les programmes de développement des fournisseurs locaux (ressources humaines, capacité du staff à faire le profilage des fournisseurs, collecte et traitement d'information et données, infrastructures informatique et technologique, matériel, logiciel, etc.). Ceci pourrait inclure des besoins de protocole d'accord ou MoU en lien avec les accords entre institutions dans le cadre du partage d'information et de données sur les entreprises, les arrangements règlementaires en termes de protection de données et d'information, etc.

Le montage institutionnel le plus à même de favoriser une opérationnalisation durable de la Bourse sera proposé. Le staff de la Bourse, dont le profil sera proposé, sera dans tous les cas recruté de manière compétitive et formé sur les procédures de pré qualification et de filtrage des fournisseurs domestiques sur la base des besoins des compagnies minières.

Un processus inclusif de supervision et de gouvernance de la Bourse permettant la participation des acteurs clés pour le succès de la bourse, sera proposé.

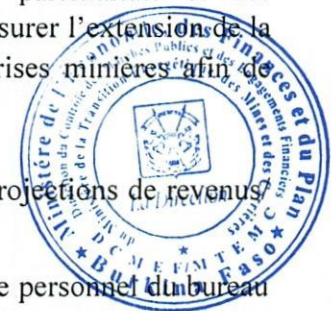
- e. Préparer une proposition de valeur pour les utilisateurs de la Bourse
- f. Préparer un Projet de Termes De Reference et d'appel d'offre pour le recrutement d'un cabinet technique qui concevra la plateforme électronique de la bourse des achats locaux sur la base des conclusions issues des activités susmentionnées et des besoins/exigences des utilisateurs de la bourse des achats locaux. Ceci devra s'appuyer sur les résultats des tâches précédentes et prendre en compte les leçons tirées des pratiques en la matière à la fois dans les pays développés et en voie développement en termes de viabilité et de soutenabilité, ainsi qu'en termes de coût de maintenance et d'assistance dans des contextes similaires à celui du Burkina Faso.
- g. Préparer un rapport documentant des tâches ci-dessous. Le rapport inclura mais ne se limitera pas à :
  - i. Un manuel de procédures opérationnel qui met en exergue les solutions techniques et fonctionnelles incluant la conception de la BOURSE DES ACHATS LOCAUX (matériel et logiciel) y compris mais pas limité aux :
    - Critères et procédures à travers lesquels les fournisseurs locaux seront profilés et catégorisés ;
    - Critères et procédures à travers lesquels les fournisseurs locaux seront comparativement évalués (benchmarked) ;



- Un mécanisme à travers lequel la Bourse des achats locaux sera capable de mettre en relation les investisseurs étrangers et fournisseurs locaux ;
- Mesures visant à améliorer la capacité et la compétitivité des fournisseurs ;
- Liens entre les différentes agences Gouvernementales
- La gouvernance de la bourse, et le profil du personnel clé.

Le processus d'opérationnalisation de la Bourse des achats locaux, de l'enregistrement aux étapes de pré-qualification et de mise en relation avec le manuel y afférent ;

- ii. Capacités requises et arrangements réglementaires pour la mise en œuvre de la solution proposée, y compris le profil du staff nécessaire à la gestion de la solution Bourse des achats locaux.
  - iii. Un plan de formation pour :
    - Le personnel qui sera recruté pour la gestion de la Bourse des achats locaux, y compris la réalisation d'activités telles que la cartographie, le filtrage et la pré-qualification, la mise à jour de la base de données, la stratégie de communication et sa mise en œuvre en vue d'atteindre à la fois les fournisseurs locaux et les investisseurs étrangers. Ceci nécessite une formation sur les techniques d'interview des fournisseurs locaux et devrait être basé sur les attentes et besoins des compagnies minières. La formation devra être appuyée sur les leçons tirées des études de cas à la fois des pays développés et en voie de développement.
    - Les administrations, compagnies minières, institutions financières et firmes locales pertinentes et utiles à l'opérationnalisation de la BOURSE DES ACHATS LOCAUX.
  - iv. Un résumé des spécificités sectorielles existantes en termes de défis, capacités, cadre réglementaire et institutionnel qui pourraient impacter la conception et l'implémentation de la BOURSE DES ACHATS LOCAUX.
  - v. Recommandations sur la maximisation de la soutenabilité de la BOURSE DES ACHATS LOCAUX sur le long terme en vue de s'assurer que les expériences tirées sont effectivement incorporées dans les processus de décision et dans la conception des programmes de développement des partenariats et des fournisseurs locaux. Ceci inclura une proposition pour assurer l'extension de la Bourse aux districts miniers contenant plusieurs entreprises minières afin de favoriser les PME établis à ce niveau.
- h. Proposer un modèle d'affaires (commercial et financier) avec des projections de revenus, coûts et les scénarios pour la durabilité financière de la Bourse.
- i. Former les utilisateurs de la BOURSE DES ACHATS LOCAUX : le personnel du bureau de la BOURSE DES ACHATS LOCAUX, le staff du Gouvernement, des compagnies minières, des institutions financières et des firmes domestiques, sur les leçons apprises des cas des pays développés et en voie de développement afin d'assurer la soutenabilité de la BOURSE DES ACHATS LOCAUX sur le long terme.
  - j. Fournir les informations techniques nécessaires pour le recrutement (TDRs) et superviser le cabinet technique en charge de la phase de conception de la plateforme open source «



code source ouvert ». Comme mentionné plus haut, ce cabinet technique sera recruté pour la conception de la plateforme électronique de BOURSE DES ACHATS LOCAUX. Le cabinet recruté par ses TDRs devra superviser son travail en vue de s'assurer que les besoins et exigences des futurs utilisateurs de la BOURSE DES ACHATS LOCAUX sont incorporés à tous les niveaux. Cela pourrait inclure la participation aux programmes de formation dispensés par le cabinet technique.

#### IV. Principaux livrables et chronogramme

- i. Plan de travail détaillé des activités proposées.
- ii. Données individuelles des compagnies et résumé détaillé des résultats des interviews avec les secteurs public et privé. En particulier, les résultats détaillés des enquêtes de pré-qualification d'approximativement 200 fournisseurs locaux miniers à haut potentiel
- iii. Exigences en termes d'information et de fonctionnalités pour l'opérationnalisation de la BOURSE DES ACHATS LOCAUX (y compris le flux des processus) et les termes de référence pour la solution informatique devant soutenir les besoins des utilisateurs identifiés lors de la mission de cadrage/mission de terrain.
- iv. Rapport final documentant les activités finalisées et incluant le manuel (d'utilisateur) des opérations de la BOURSE DES ACHATS LOCAUX.
- v. Tous les matériels de formation des utilisateurs.
- vi. Sessions de formation pour les utilisateurs.
- vii. Feedback rédigé sur les travaux du cabinet technique au besoin (de façon continue, dès 6 mois après le lancement des travaux dudit cabinet technique.

La Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso a pour objectif l'opérationnalisation effective de la bourse des achats locaux avant fin Décembre 2022. Avec cette contrainte, le cabinet devrait être prêt à déployer ses équipes dès la signature du contrat de prestation afin de libérer assez de temps pour le recrutement du cabinet technique.

#### VI. Qualifications requises

La mission sera conduite par une firme disposant des qualifications suivantes

- Expertise technique et connaissances approfondies des besoins en approvisionnement des grandes compagnies minières à la fois en biens et en services, du profiling de fournisseurs et de l'appui aux programmes de développement de fournisseurs, de chaînes de valeurs et de partenariats ;
- Expérience considérable en enquêtes et en interview de fournisseurs locaux, en particulier ceux à faibles capacités
- Solide capacité dans le domaine de l'analyse compétitive par le benchmarking de la performance commerciale et dans le développement d'outils/plans d'évaluation sectoriels pour les fournisseurs locaux



- Profonde connaissance de l'utilisation de plusieurs types de BOURSE DES ACHATS LOCAUX à la fois dans les pays développés que les pays en développement. Au moins
- Expérience avérée (au moins une expérience qui marche) dans le conseil aux pays sur des programmes similaires (programmes de développement de fournisseurs, de mise en place de Bourse similaire avec des connaissances la BOURSE DES ACHATS LOCAUX ont été utilisés pour informer les politiques et les activités). Familiarité avec les plateformes « open source » relatives aux fournisseurs.
- Expérience de travail en Afrique, de préférence en Afrique de l'Ouest.

## VII. Qualifications requises du personnel

Le personnel clé à mobiliser pour la conduite de la présente mission est comprend :

- ❖ Un (01) consultant senior, Chef de Mission disposant d'un diplôme de troisième cycle (bac+5 ou plus) spécialiste en développement des entreprises, ayant au moins dix (10) ans d'expérience générale et cinq (05) ans dans le domaine de la promotion du contenu local, d'appui au développement des PME, en gestion des projets et une connaissance du contexte et de la problématique de développement du secteur privé au Burkina Faso. Il sera chargé entre autres de coordonner les équipes et séquences de l'Etude.
- ❖ Un consultant, disposant d'un diplôme Bac+4 minimum en économie, gestion ou statistique avec des connaissances pratiques en statistique et sondages/enquêtes auprès du secteur privé et ayant au moins trois références similaires dans la réalisation des études au cours des 5 dernières années ;
- ❖ Un consultant, disposant d'un diplôme BAC+4, spécialisé en finance et comptabilité et ayant au moins cinq ans d'expérience avec au moins deux références similaires dans l'élaboration de manuel de procédures et de plan d'affaires au cours des 5 dernières années ;
- ❖ Un ingénieur informatique option génie logiciel de niveau BAC+5 disposant de cinq ans d'expérience au moins dans la conception de logiciel et de bases de données. Il doit faire la preuve de son expérience dans des travaux de conception et de réalisation de plateformes en ligne notamment web et mobile à travers au moins trois références de plateformes.

## VIII. Financement de la mission

Le financement de la mission est assuré par l'IDA à travers le volet mines du Projet d'Appui au Renforcement de la gestion du Foncier et des Mines (PARGFM).

